

millions de tonnes du pays voisin, ce qui aggrave notre situation commerciale. Quelle excuse avons-nous?

Tous les hommes responsables savent depuis 20 ans que nos sources d'approvisionnement en combustible sont des plus incertaines, à cause de la menace de conflits économiques, propres à désorganiser la production, qui viennent d'éclater aux Etats-Unis. Comment se fait-il que ceux à qui il appartient d'orienter notre programme aient été si peu prévoyants? Le mal sera mitigé si nous nous repentons dès maintenant.

Je parle à titre de représentant de l'une des principales régions houillères de l'Alberta. Lors de l'expédition du charbon de cette province dans l'Ontario, on l'aurait mélangé, s'il faut en croire ce qu'on m'a rapporté, à des déchets, de la houille pulvérisée, de la vraie camelote, dans certains cas, pour la vendre ensuite comme du charbon d'Alberta. Si on agi de la sorte, c'est afin de discréditer notre houille chez les gens de l'Ontario et du Québec et surtout chez les premiers. De telles pratiques dépassent toutes les bornes. Voilà des choses qui se sont produites.

Puis, les Etats-Unis ont inondé nos marchés, sans qu'on s'en inquiète. On m'a appris que les producteurs américains ont vendu jusqu'au charbon qui était nécessaire à leurs propres besoins, afin de s'assurer des bénéfices. Ils disposaient d'une forte quantité de charbon qu'ils pouvaient écouler au Canada à des prix dérisoires. Ce charbon a été écoulé au rabais dans notre pays, et le Gouvernement est demeuré inactif devant cet état de choses qui compromettait pourtant les intérêts des producteurs de l'Alberta et de la Nouvelle-Ecosse.

On me dit que par suite de ce dumping, du charbon provenant des bassins américains a été livré à Winnipeg, ville qui devrait assurément constituer un débouché pour le charbon albertain. On n'a rien fait pour mettre fin à cette pratique.

Je le répète, il n'y a qu'un groupe au Canada qui soit à blâmer à ce propos, et c'est la population de l'Ontario et du Québec. Pendant que les citoyens de ces provinces achetaient leur charbon des mines américaines, des milliers de mineurs de l'Alberta ne travaillaient que deux ou trois jours par semaine, et les bassins houillers de l'Alberta ont été en proie à une crise économique, dont les industriels de l'Ontario ont ressenti les effets. Comment pourrait-on justifier un tel état de choses? Une autre ligne de conduite devra être adoptée pour que notre pays soit protégé contre une disette comme celle qui sévit présentement.

[M. Blackmore.]

Les autorités fédérales attachent plus d'importance aux deniers qu'aux marchandises. Elles ont refusé d'accorder des subventions suffisantes. Le ministre de la Reconstruction et des approvisionnements (M. Howe) a parlé du programme national d'approvisionnements de charbon qui fut préconisé en 1928. Qu'est-il advenu de ce programme? Le gouvernement fédéral n'a pas su accorder des subventions assez élevées pour que le charbon de l'Alberta pût concurrencer le charbon américain sur le marché de l'Ontario. Le Gouvernement aurait pu, en n'importe quel temps, augmenter la subvention de façon que l'Alberta pût vendre en Ontario toute la houille requise. Ce programme du combustible nous aurait permis dans une certaine mesure de nous suffire à nous-mêmes et nous aurait prémunis contre des crises comme celle que nous traversons actuellement.

Voyons ce qui se passe en Alberta. Cette province possède, suivant notre estimation, 14 p. 100 des ressources mondiales de houille, 21 p. 100 de la houille du continent nord-américain, 72 p. 100 de celle de l'Empire britannique et 87 p. 100 de celle du Canada. Une autorité en la matière estime que l'Alberta possède 40,200 millions de tonnes de charbon de quatre catégories, soit le lignite et les charbons sous-bitumineux, bitumineux et semi-anthracite. Ces quatre variétés doivent certainement répondre aux besoins ordinaires des consommateurs de l'Ontario et du Québec.

La question est de savoir quelle décision prendre en face de l'état de choses actuel. En somme, il serait inutile de se perdre en reproches. Devant cette grave menace, envisageons l'avenir et cherchons une solution. Je dois reconnaître que le ministre avait raison de dire qu'il semble incertain à l'heure actuelle que nous puissions trouver une véritable solution immédiate. Nous pouvons du moins modifier du tout au tout notre programme du combustible et prendre la résolution d'agir dès que les circonstances le permettront. Dès aujourd'hui,—et je demande ici aux représentants de l'Ontario et du Québec de m'écouter et de me dire s'ils sont d'accord avec moi,—que le Gouvernement déclare sans ambages que, à l'avenir, il adoptera un programme national du combustible qui nous permettra de nous suffire à nous-mêmes. Combien de députés de l'Ontario et du Québec seraient prêts à appuyer sans réserve le Gouvernement s'il se déclarait fermement résolu, dorénavant, à mettre à exécution un programme du combustible grâce auquel on utiliserait au Canada la houille produite au pays? Toute la question est là. Si les honorables députés de l'Ontario et du Québec ne voulaient pas aider le Gouvernement à appliquer une mé-